

**Face aux attaques contre la fonction publique européenne:
Que faire et comment?**

Le 8 novembre, toutes et tous au Rassemblement de mobilisation, esplanade du Berlaymont, 12 heures

À l'appel de R&D, Conf-SFE, CISL, SFIE, SE, FFPE, U4U / USHU / RS

Face aux attaques contre la fonction publique européenne, le personnel uni doit se mobiliser au bon moment, sur des objectifs clairs, dans la plus grande unité interinstitutionnelle et intersyndicale.

Le temps est en effet venu de résister avec plus de force aux nouvelles attaques contre la fonction publique, 8 ans à peine après la réforme de 2004. Mais pas n'importe comment. Pas dans la précipitation. Ni dans la division et la confusion. En nous donnant le temps d'un **"tous ensemble"** réussi.

La grève du 8 novembre à la Commission à Bruxelles, annoncée par certains syndicats suite à la décision de nos collègues du Conseil, risque de ce point de vue de faire plus de mal que de bien. Faire grève à la hâte, divisés, prendre le risque d'un échec, c'est desservir les intérêts du personnel. Vous trouverez [en annexe](#) notre réponse aux questions du personnel à ce sujet.

Où en sommes nous?

La Commission a imposé au personnel des institutions un projet de réforme qui sauvegarde «les fondamentaux» d'une fonction publique, mais en aggrave plusieurs aspects et laisse ouverts les problèmes liés à la mauvaise réforme de 2004 et à sa mauvaise application par l'administration. Son calcul était d'anticiper la demande d'économies du Conseil, en présentant une nouvelle réforme du statut, avant que le débat sur les perspectives financières de l'Union ne soit entamé :

- le Conseil refuse de se prononcer sur la proposition de la Commission;
- le document de la présidence chypriote préconisant plus de 50 milliards d'économies, dont plus de 3 milliards sur la rubrique 5, indique le refus du Conseil de discuter sur base de la proposition de la Commission;
- Le Conseil empoche le milliard d'économie proposé par la Commission, alors que celle-ci procède déjà à une réduction de ses effectifs de 10%, au lieu des 5% prévus initialement sur 5 ans;

Faced with the attacks against the European Civil Service: What do we do and how?

On the 8th November, everyone to the Protest Rally,

Berlaymont, at 12.00 p.m.

Call from R&D, Conf-SFE, CISL, SFIE, SE, FFPE, U4U/ USHU /RS

Faced with the attacks against the European Civil Service, the united personnel must be ready to be mobilized at the right time, on clear objectives, and in the utmost inter-institutional and inter-trade union unity.

The time has indeed come to resist more forcefully the new attacks against the European Civil Service, just 8 years after the 2004 reform. But not anyhow. Not in a hurry. Not in a divided and confused way. But by allowing to ourselves the time to have a successful **"all together"**.

The strike of 8th November at the Commission in Brussels, announced by certain trade unions following the decision of our colleagues at the Council, risks from this point of view doing more harm than good. Going on strike in a hurry, in a divided way, taking the risk of failing, is a disservice to the staff. You will find in the annex our reply to certain questions asked by the staff about this subject.

Where are we?

The Commission has imposed on the staff of the Institutions a draft reform which, while safeguarding "the basics", it makes worse or at best it leaves unresolved, on several aspects, the problems related to the bad reform of 2004, and its misapplication by the administration. Its reasoning was to anticipate the request for savings of the Council, by presenting a new reform of the staff regulations, before the debate on the financial perspectives of the EU is initiated:

- however, the Council refuses to act on the proposal of the Commission;
- the Cypriot Presidency's document advocates more than 50 billion EUR in savings, of which more than 3 billion are from Section 5, indicating the Council's refusal to discuss on the basis of the Commission's proposal;
- the Council pockets the one billion EUR of savings proposed by the Commission, while the latter has already started reducing its workforce by 10%, instead of the originally planned 5% over 5 years;

- le Conseil ne respecte ni sa parole (puisqu'il refuse d'appliquer la méthode) ni ses règles (puisqu'il refuse de rendre le trop versé par le personnel au titre des cotisations retraite).

Une grève, pour qui et pourquoi ?

A la lecture des messages confus diffusés par les OSP qui appellent à la grève, il semble qu'elle vise à manifester la solidarité avec le personnel du Conseil en grève le 8 novembre.

Nous partageons pleinement cet objectif mais nous pensons qu'il sera très mal servi par cette grève à la Commission, lancée dans la confusion, la division et l'improvisation.

Ainsi, nous lançons deux initiatives claires et unitaires au niveau de toutes les institutions:

- un appel pour la mise en place d'un **fonds de solidarité** en demandant à tous les collègues de toutes les institutions et agences de soutenir par une contribution financière les collègues du Conseil, à l'occasion de la grève du 8 novembre mais aussi lors de toutes les mobilisations futures.
- Nous convoquons un **rassemblement du personnel gréviste ou non le 8 novembre 2012 au Berlaymont** que nous souhaitons le plus massif et le plus unitaire possible.

Reprendre l'initiative au niveau du personnel

Le moment de vérité approche. Nous connaissons d'ici la fin novembre la nature précise des attaques contre la fonction publique européenne, nous permettant de mieux cibler les objectifs de la riposte.

Nous avons ou allons rencontrer successivement le vice président de la Commission chargé du dossier et le rapporteur de la Commission juridique du Parlement européen. Nous avons pris acte de la [proposition de la présidence chypriote](#) sur les perspectives financières et du rejet clair de la Commission.

C'est sur cette base que nous contribuerons à mettre en place la riposte interinstitutionnelle et unitaire du personnel contre les mauvaises réformes, pour arrêter les coupes budgétaires dans les perspectives financières.

Fidèles à une démarche participative de la représentation du personnel, nous proposons au personnel, **qu'il soit gréviste ou pas**, de se rendre le 8 novembre prochain au **Rassemblement organisé sur l'esplanade du Berlaymont, face au Conseil:**

- the Council does not respect its word (since it refuses to apply the Method) nor its rules (since it refuses to reimburse the overpayment made by staff with regard to the pension contributions).

A Strike for whom and why?

Reading the messages disseminated by the trade unions calling for the strike, it appears that it is mainly to show solidarity with the Council staff who will be on strike on 8th November.

We fully agree with this goal, but we believe that a strike at the Commission will not help, launched as it is in confusion, division and improvisation. In the resolution passed by the General Assembly at the Council, the staff urged the other institutions to be supportive.

We stand in solidarity with their strike and we intend to give them the most appropriate response without contributing to the weakening of the movement by engaging in a hurry in a minority strike, which will certainly be used against our Civil Service.

Thus, we are launching in all the Institutions two clear and unifying initiatives:

- A call for the creation of a **solidarity fund**, asking all colleagues from all Institutions and agencies to make a financial contribution in support of the colleagues involved in the mobilizations which will be necessary.
- We are calling a gathering of staff, striking or non-striking, on 8th November 2012 at the Berlaymont, which we wish to be the most massive and most unifying possible.

To take the initiative at the level of the staff

The moment of truth is approaching. We will know by the end of November the precise nature of the attacks against the European Civil Service, allowing us to better target our response.

We have taken note of the proposal of the Cypriot Presidency with regard to the Financial Perspectives and of the clear rejection by the Commission. We have met or we shall meet the Vice President of the Commission responsible for this matter, and the Rapporteur of the Legal Committee of the European Parliament.

It is on this basis that we can help develop the staff's inter-institutional and unifying response against bad reforms, in order to stop the budgetary cuts in the Financial Perspectives.

Faithful to a participatory approach to staff representation, we propose to staff, **whether striking or not**, to go on 8th November to the

- en soutien à la grève des collègues du Conseil
- pour refuser les attaques contre la fonction publique européenne et son statut.

Réforme du statut et Budget de l'UE : Quels sont les derniers développements et que faire ?

La présidence chypriote du Conseil met sur la table un document qui propose au moins 50 milliards d'euro d'économies sur le cadre financier pluriannuel.

Le Vice-président Šefčovič déclare dans un courriel adressé au personnel que la Commission n'est pas d'accord sur ce package. Le Parlement européen non plus, d'ailleurs.

Mais le Commissaire continue à penser que sa proposition de réforme du statut est bonne. Il espérait que cette proposition mettrait le Statut à l'abri de surenchères. Ce n'est pas le cas: le Conseil empêche le milliard d'économies proposé par la Commission et réclame plus encore.

La Commission procède déjà à une réduction de ses effectifs de 10%, au lieu des 5% prévus initialement sur 5 ans, mais le Conseil ne s'en satisfait pas et prévoit d'autres coupes.

Cinquante milliards d'économies en tout, appliqués linéairement, cela veut dire au moins 3 milliards pour la rubrique 5. Si l'on prend la limite basse, 3 milliards d'€ représentent 1,8 milliards d'€ provenant des réductions des effectifs de l'ordre de 10%, le reste – plus d'un milliard - provenant des rémunérations.

La proposition de réforme du Statut de la Commission contient 100 millions d'€ sur les salaires et déjà le prélèvement de crise se situe à 6%. Imaginons ce qu'il faudra faire pour multiplier les économies sur nos salaires par 10.

Contrairement à ce qu'affirme le Commissaire, le Parlement européen ne soutient pas sa proposition. Certes, les commissions du PE ont fait leur travail d'examen et d'amendements, mais tout le monde est bien conscient que ce détricotage de la Fonction publique est nuisible à la construction européenne.

Quant à nous, nous considérons que ce texte

Rally being held on the esplanade of the Berlaymont building, facing the Council:
- In support of the strike of the colleagues of the Council
- To reject attacks against the European Civil Service and its staff regulations.

Reform of the Staff Regulations and the EU budget: What are the latest developments and what is to be done?

The Cypriot Presidency of the Council has put on the table a document that proposes at least 50 billion euro in savings in the framework of the multiannual financing (MAF).

Vice President Šefčovič said in an E-mail to staff that the Commission does not agree with this package. The European Parliament neither, for that matter.

But the Commissioner continues to believe that his proposals for reform of the Staff Regulations are good. He hoped that this proposal would protect the Staff Regulations from further whittling away. This is not the case: the Council pockets a billion euro in savings proposed by the Commission and demands more.

The Commission is already planning to reduce its workforce by 10%, instead of the originally 5%, over 5 years, but the Council is not satisfied and demands more cuts.

Fifty billion euro savings in all, applied linearly, that means at least 3 billion for budget item 5. If we take the lower limit, 3 billion € is 1.8 billion € from the downsizing in the order of 10%, the remainder - more than a billion - is from salaries.

The proposed reform of the Staff Regulations of the Commission contains 100 million euro of savings on salaries and the crisis levy to be set at 6%. Imagine what will be the outcome, if one multiplies the savings on our salaries by 10!

Contrary to what the Commissioner says, the European Parliament did not support the Cypriot proposal. Admittedly, the EP committees have done their job of reviewing amendments, but everyone is aware that unravelling of the EU Public Service is detrimental to the construction of Europe.

As for us, we believe that this text aggravates existing injustices, creates new ones and will

aggrave les injustices déjà existantes, en crée de nouvelles et détruit ce qui permettait de maintenir une fonction publique d'excellence.

C'est pourquoi, dans le contexte actuel, la Commission doit retirer sa proposition de réforme, inutile et dangereuse. En la retirant avant le Conseil du mois de novembre, la Commission reprendrait l'initiative politique, tout en démontrant sa volonté de défendre la Fonction publique européenne.

En effet, les négociations de 2013 devront repartir d'une perspective tout à fait nouvelle: mettre en place un budget européen qui accompagne la reprise économique et qui remédie aux disparités, dans un esprit de solidarité.

Nous notons les timides ouvertures que fait le Vice-président en faveur des agents contractuels et de concours internes de reclassement. Mais cela reste insuffisant et nous comptons bien que le dialogue social annoncé nous permettra de le démontrer.

Enfin, dans ce contexte, nous pensons que la grève proposée par certains le 8 novembre est prématurée, mal coordonnée, mal placée sur le calendrier mais que surtout elle ne se fait pas avec des objectifs clairs. Non, nous ne demandons pas d'être associés à une négociation à partir d'un mauvais texte pour l'aggraver encore! Nous demandons son retrait, nous demandons un budget qui soutienne l'activité économique!

Sans doute faudra-t-il recourir à la grève, le moment venu, puisque nous n'avons pas su saisir l'opportunité de la journée européenne du 14 novembre contre les politiques d'austérité, comme proposé par U4U. Cela ne nous empêchera pas d'organiser en ce jour, et en d'autres occasions comme le 8 novembre, par solidarité avec nos collègues du Conseil, des actions appropriées (voir l'édito).

Les ministres de l'UE discuteront d'une réduction du budget de 50 milliards d'euros

Les gouvernements de l'UE entameront cette semaine les négociations sur la proposition d'un budget à long terme de l'UE d'un montant de mille milliards d'euros par un débat sur une réduction d'au moins 50 milliards d'euros.

Cette réduction sera proposée dans le dernier texte des négociations sur le projet des dépenses de l'UE pour 2014-2020, mais elle ne sera sûrement pas suffisante pour satisfaire l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et les autres contributeurs nets de budget.

destroy that which allows the maintenance of an EU public service par excellence.

That is why, in the current context, the Commission should withdraw its unnecessary and dangerous proposals for reform. By withdrawing the proposals before the November Council, the Commission would take the political initiative while demonstrating its determination to defend the European Civil Service.

Indeed, the negotiations in 2013 should start with a completely new perspective: to establish a European budget that supports economic recovery and which overcomes disparities, in a spirit of solidarity.

We note that the timid overtures the Vice President has made towards contract staff and the internal competitions to enable reclassification. But this is not enough and we expect that announced social dialogue will permit us to demonstrate this.

Finally, in this context, we believe that the proposed strike by some Unions on November 8th, is premature, poorly co-ordinated, poorly timed, but mostly it does not have clear objectives. No, we do not ask to be involved in a negotiation to create a worse text from a bad one! We urge its withdrawal, we ask for a budget that supports the re-launching of Economic Activity! No doubt we must resort to a strike when the time is right, since we have not taken the opportunity of the European Day of protest against the austerity policies in all Member States, on November 14th, as proposed by the U4U. This does not prevent us from organizing appropriate action (see editorial) on this day, and on other occasions like November 8th, in solidarity with our colleagues in the Council.

The EU ministers will discuss a budget reduction of 50 billion euro.

The EU governments begin negotiations this week on the proposal for a long-term EU budget amounting to 1 trillion euro, by debating a reduction of at least 50 billion euro.

This reduction will be proposed in the last negotiating text on the draft EU spending for 2014-2020, but it surely will not be enough to satisfy Germany, France, Britain and other net-contributors to the budget.

They want to limit EU spending to reflect the

Ces derniers veulent limiter les dépenses de l'UE pour refléter l'austérité imposée aux gouvernements nationaux visant à réduire la dette et ont demandé de réduire de 100 à 200 milliards d'euros le montant total proposé par la Commission européenne.

Ce texte sera utilisé comme base de négociations bilatérales en amont du sommet entre les gouvernements et le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, qui présidera les négociations de novembre.

Avec environ 1 % du PIB de l'Union européenne, le budget de l'UE est relativement bas en comparaison avec les dépenses publiques générales en Europe, mais les négociations donnent lieu à d'âpres combats étant donné que les pays cherchent à maximiser leur bénéfices.

Prochaines étapes :

9 novembre 2012: réunion de l'ECOFIN pour discuter du budget de l'UE.

22-23 novembre 2012: sommet extraordinaire dans le but d'atteindre un accord sur le budget à long terme pour 2014-2020.

[Voir le dossier complet.](#)

Le point sur l'adaptation des rémunérations 2012

Suite à la demande du Conseil du 12 mars 2012, la Commission a adopté un rapport quant à l'application de la clause d'exception (article 10, annexe XI du statut) qui permet de geler les salaires des fonctionnaires et agents de l'UE, en cas de détérioration grave et soudaine de la situation économique de l'UE.

La Commission a adopté un rapport qui considère que les conditions pour l'application de cette clause d'exception ne sont pas réunies.

Les États membres ont remis en cause les conclusions du rapport de la Commission, lors des réunions du Groupe statut du Conseil du mois de septembre 2012.

Le 12 octobre 2012, le Groupe statut du Conseil a adopté un projet de Conclusions du Conseil qui demande à la Commission de présenter une proposition sur base de l'article 10 de l'annexe XI du statut, c'est-à-dire de geler les salaires. Ce projet de Conclusion a été adopté en point A du Conseil suivant.

A ce stade, la Commission, après concertation avec les OSP, devrait utiliser la base juridique de droit commun, à savoir l'article 65 et l'article 3 de l'annexe XI, pour faire sa proposition d'adaptation des rémunérations 2012.

austerity imposed on national governments to reduce debt, and asked to reduce by 100 to 200 billion euro the total amount proposed by the European Commission.

This text will be used as the basis for bilateral negotiations ahead of a summit between governments and the European Council President, Herman Van Rompuy, who will chair the negotiations in November.

With about 1% of GDP of the European Union, the EU budget is relatively low compared to overall public spending in Europe, but the negotiations result in fierce fighting as countries seek to maximize their national benefits.

Next Steps:

November 9, 2012: ECOFIN meeting to discuss the EU budget.

22nd-23rd November 2012: extraordinary summit in order to reach an agreement on the long-term budget for 2014-2020.

Update on the 2012 Salary adjustment

Following the request of the Council of March 12th, 2012, the Commission adopted a report on the application of the exception clause (Article 10 and Annex XI to the Staff) that could freeze the salaries of EU civil servants and agents, in case of serious and sudden deterioration in the economic situation of the EU.

The Commission adopted a report which considers that the conditions for the application of this exception clause are not met.

Member States have questioned the conclusions of the Commission, during a meeting of the Staff Regulations working group of the Council in September 2012.

October 12, 2012, the Council Staff Regulations working group adopted a draft Council Conclusion calling on the Commission to submit a proposal based on Article 10 of Annex XI to the Staff, that is to say to freeze salaries. This draft Conclusion was adopted as an 'A' point during the following Board.

At this stage, the Commission, after consultation with the trade unions, should use the common law legal basis, namely Article 65 and Article 3 of Annex XI to propose a salary adjustment for

Comme chaque année, elle utilisera les indicateurs prévus dans l'annexe XI, à savoir :

- le Brussels International Index qui mesure l'évolution du coût de la vie à Bruxelles;
- l'indicateur spécifique qui mesure l'évolution du niveau de vie des fonctions publiques nationales, hors inflation.

A noter que ces indicateurs sont calculés par Eurostat sur base de l'annexe XI du statut.

Le Collège devrait adopter cette proposition mi-novembre 2012.

Il est clair que les États membres ont l'intention de refuser une nouvelle fois d'adopter l'adaptation des rémunérations et que cette affaire devra être portée devant la justice communautaire, une fois encore, après l'adaptation de 2009 et de 2011.

Dès que la concertation avec les OSP sera achevée, U4U sera en mesure de vous communiquer le chiffre de l'adaptation, conformément aux règles de confidentialité en vigueur dans le dialogue social sur cette question.

Le point sur l'adaptation des rémunérations 2011

Les mémoires en intervention des États membres sont attendus pour mi-novembre, délai donné par la Cour.

Le Parlement européen s'est également porté partie intervenante au motif que le Conseil – comme dans l'affaire de 2009 – n'a pas respecté ses prérogatives législatives. En effet, la matière statutaire est soumise à la procédure ordinaire et donc l'adaptation des rémunérations relève non seulement des États membres, mais également du PE.

Par ailleurs, le Parlement soutient la position de la Commission sur le respect des dispositions statutaires et de l'annexe XI.

A noter également, qu'à ce stade, la Cour n'a pas fusionné les trois recours sur l'adaptation des rémunérations 2012 – les deux recours de la Commission (carence et illégalité) et celui du Conseil en illégalité.

On table sur une audience en janvier ou février. Si la Commission gagne son recours, il faudra ensuite que le Conseil et le Parlement adoptent formellement la proposition de la Commission, au printemps 2013.

Recours sur la fixation de la contribution

2012.

Like every year, it will use the indicators set out in Annex XI, namely:

- the Brussels International Index, which measures changes in the cost of living in Brussels;
- a Specific indicator measuring the change in the standard of living of the national civil services, excluding inflation.

Note that these indicators are calculated by Eurostat on the basis of Annex XI to the Staff Regulations.

The College should adopt this proposal mid-November 2012.

It is clear that Member States intend to again refuse to adopt the remuneration and that the case must be brought before the Court of Justice, once again, like for the adjustments for 2009 and 2011.

Once the consultation is completed with the OSPs, U4U will be able to communicate the adaptation amount in accordance with the confidentiality rules in force for the social dialogue on this issue.

Update on the 2011 Salary adjustment

The Member States intervention statements are expected for mid-November, the deadline set by the Court.

The European Parliament has also presented itself as an intervener on the grounds that the Council - as in the case of 2009 - has not fulfilled its legislative responsibilities. In fact, Staff regulatory material is subject to the normal procedure and therefore the salary adjustment is not only the Member States' but also the European Parliament's responsibility.

The Parliament supports the Commission's position on compliance with statutory provisions and Annex XI.

Also note, that so far, the Court did not merge the three appeals on the salary adjustment in 2012 - the two appeals of the Commission (for deficiency and illegality) and the Council's illegality one.

We expect a hearing in January or February. If the Commission wins its appeal, then the Council and the Parliament should formally adopt the proposal from the Commission, in the Spring of 2013.

Hearing to fix the pension contribution in

pension 2011

Conformément aux calculs d'Eurostat, cette contribution aurait dû passer de 11,6% à 11%, avec effet au 1er juillet 2011. Une fois encore, les États membres ont refusé de respecter le statut et d'adopter la proposition de la Commission.

Suite à la mise en demeure de la Commission adressée aux États membres afin qu'ils adoptent sa proposition en date du 27 juin 2012, le Conseil a pris acte de la mise en demeure, le 24 juillet 2012. C'est dans ce contexte que la Commission a introduit son recours en carence de contre le Conseil, le 27 octobre 2012.

Ce recours est important, car la Commission fait œuvre de pédagogie à propos de notre système de pension. Elle rappelle l'absence de pouvoir d'appréciation des États membres qui doivent valider les résultats calculés par Eurostat, sans marge de manœuvre. Elle souhaite également que la Cour consacre le principe du fonds notionnel déjà enregistré par la jurisprudence du Tribunal de la fonction publique de l'UE et le TPI.

A ce jour, nous n'avons pas de calendrier; toutefois, il est peu probable de bénéficier d'un arrêt avant un an dans cette affaire.

Par ailleurs, la Commission doit faire une nouvelle proposition d'adaptation du taux de contribution, avec effet au 1er juillet 2012. Nous vous donnerons les informations dès que la concertation entre la Commission et les OSP aura été finalisée, en principe mi-novembre 2012.

Les conséquences de l'expiration de la Méthode, si le statut n'est pas révisé fin décembre 2012

A la demande des États membres, le Service Juridique du Conseil a produit une note qui récapitule les conséquences de la fin de la méthode des rémunérations et de celle qui concerne les pensions, à la fin décembre 2012

Tout d'abord, si le 31 décembre 2012, le statut n'est pas révisé, l'annexe XI du statut qui met en œuvre les articles 64 et 65 de ce même texte n'est plus d'application. Il n'existera alors plus de méthode pour adapter les rémunérations et les pensions des fonctionnaires et agents de l'UE ni de coefficients correcteurs.

Néanmoins, les articles 64 et 65 qui prévoient le principe de telles adaptations demeurent et la Commission a la possibilité – et le devoir – de proposer des adaptations pour maintenir le pouvoir d'achat des fonctionnaires européens. Pour ce faire, elle pourrait très bien utiliser le

2011

According to Eurostat calculations, this contribution should have gone from 11.6% to 11% with effect from 1 July 2011. Once again, the Member States refused to comply with the staff regulations and adopt the proposal from the Commission.

Following the notice of the Commission to the Member States to adopt its proposal dated 27 June 2012, the Council took note of the notice, on 24 July 2012. It is in this context that the Commission brought its action against the deficiency of the Council on 27 October 2012.

This action is important because the Commission is implementing pedagogy regarding our pension system. It reminds the Member States of their lack of discretion, and that they are required to validate the results calculated by Eurostat, without changes. The Commission also wants the Court to establish the principle of notional funds already recorded by the jurisprudence of the EU Court of Justice and the Tribunal of First Instance.

To date, we have no deadline, but one is unlikely to receive a decision within the next 12 months in this case.

In addition, the Commission must submit a new proposal to adjust the rate of contribution into the pension Scheme, effective July 1st, 2012. We will give you this information as soon as the dialogue between the Commission and the OSPs has been finalised, in principle by mid-November 2012.

The consequences of the expiry of the method, if the staff regulations are not revised by the end of December 2012

At the request of Member States, the Council Legal Service has produced a note that summarizes the consequences of the ending of the method of remuneration and pensions, at the end of December 2012

Firstly, if by December 31st, 2012, the staff regulations are not revised, then Annex XI which implements Articles 64 and 65 of the same text is no longer applicable. There will be no longer a 'method' for adjusting remuneration and pensions of officials and other servants of the EU, or weightings.

However, Articles 64 and 65 provide for the principle that such adaptations remain and the Commission has the opportunity - and duty - to propose adjustments to maintain the purchasing power of EU officials. To do this, it could very well use the existing system, even if it has stopped

<p>système existant, même s'il a cessé de produire des effets juridiques et le mettre en œuvre, comme elle le fait chaque année.</p> <p>En cas de rejet du Conseil de la proposition de la Commission, celle-ci pourrait – selon les cas – toujours contester la position du Conseil devant la Cour, comme elle le fait aujourd'hui. Il serait alors intéressant de voir la position de la juridiction communautaire sur base de 40 ans de pratique et de jurisprudence. On pourrait ainsi obtenir le même résultat sans l'annexe XI et sans payer de prélèvement spécial.</p> <p>Ensuite, l'article 66 bis qui prévoit le prélèvement spécial sur les salaires, échoit également au 31 décembre 2012. Sans modification du statut à cette date, les salaires devraient augmenter à cette échéance. Il suffit à chaque fonctionnaire et agent de regarder sa fiche de salaire du 15 décembre 2012 et de voir le niveau de cet impôt pour ce qui le concerne. Chacun pourra ainsi déterminer l'augmentation de salaire qui découle de la fin du prélèvement spécial, à compter du 1er janvier 2013.</p> <p>Enfin, l'article 83 bis du statut est mis en œuvre par l'annexe XII du statut qui détermine notamment le taux de contribution pension pour maintenir l'équilibre actuariel du régime communautaire.</p> <p>L'annexe XII n'échoit pas de manière globale. Toutefois, certaines dispositions de cette annexe expirent le 30 juin 2013 et en particulier celles qui fixent la définition de certains critères qui permettent de mettre à jour l'évaluation actuarielle du régime. Toutefois, en l'absence de ces articles, il est possible de mener à bien l'exercice annuel sur base, par exemple, de critères objectifs.</p>	<p>having legal effect and implement it, as it does every year.</p> <p>In case of a rejection by the Council of the Commission proposal, it could - depending on the case - always challenge the Council's position before the Court, as it does today. It would be interesting to see the position of the Communities' court on the basis of 40 years of practice and jurisprudence. This would achieve the same result without the appendix XI and without paying the special levy.</p> <p>Secondly, Article 66 bis, that provides for a special levy on our salaries, also expires December 31st, 2012. Without changing the staff regulations by that date, wages should increase from that date. Simply by each staff member examining their payslip for December, 2012 one can see the amount of this tax. Everyone can this way determine the salary increase stemming from the termination of the special levy, effective January 1st, 2013.</p> <p>Finally, Article 83 bis of the Staff Regulations is implemented by Annex XII of the Staff Regulations which determine in particular the pension contribution rate to maintain the actuarial balance of the Community. Annex XII does not completely expire.</p> <p>However, certain provisions of this Annex will expire on June 30th, 2013 and in particular those that set the definition of some criteria to update the actuarial valuation. However, in the absence of these items, it is possible to carry on, for example on an annual basis, using objective criteria.</p>
---	---